

N°1919

du 26
DÉCEMBRE
2025



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**ACCÈS À L'EAU ET ASSAINISSEMENT,
AVEC UN FOCUS EN MILIEU SCOLAIRE**

P.4

Le projet COPRA Togo cible Kozah 2 et 3
et Doufelgou 2 pour une étude de faisabilité

INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL

Annonce de l'hôtel DoubleTree
by Hilton Lomé Airport

P.6

**SÉCURISATION DE LA PÉRIODE
DES FÊTES DE FIN D'ANNÉES**

P.6

L'opération "KÉLIGOU 2" mise en branle

PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE 2025-2030

04 postes stratégiques à pourvoir pour lancer l'électrification pour tous

P.3

EN PLUS...

AGRICULTURE

DANS LES ZONES DE PRODUCTION CAFÉ-CACAO

Chefs traditionnels et producteurs aux bons soins

CÉLÉBRATION

NOËL 2025

Le ministère des Affaires étrangères fait sourire les enfants de son personnel

SOCIÉTÉ

MARIAGE TRADITIONNEL ET CIVIL SANS PASSAGE À L'ÉGLISE

Un choix qui divise l'opinion

ÉCONOMIE

À FIN SEPTEMBRE 2025

Le trafic au port de Lomé en hausse de 12%, les recettes fiscales de 5,6%

SANTÉ

TROUBLES MENTAUX

Une personne sur huit dans le monde présente
au moins une maladie de la santé mentale

Courant septembre 2025, le Togo a fait approuver son Pacte National de l'Énergie 2025-2030 qui va nécessiter 3 milliards de dollars dont 1,68 milliard venant du secteur privé pour sa mise en œuvre. Plus de la moitié de cet investissement sera destinée à la production d'énergie et la restructuration de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET). Objectif : atteindre 100% d'accès à l'électricité d'ici 2030 c'est-à-dire l'électrification de plus de 3,87 millions de personnes supplémentaires. Et c'est pour occuper des postes stratégiques au cœur de la stratégie nationale de développement énergétique du Togo - qui vise 50% d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030 - que le ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières a lancé quatre recrutements aux profils différents...



Robert Koffi Messan Eklo, Ministre délégué chargé de l'énergie

SANTÉ

TROUBLES MENTAUX

Une personne sur huit dans le monde présente au moins une maladie de la santé mentale

Un trouble mental se caractérise par une altération majeure, sur le plan clinique, de l'état cognitif, de la régulation des émotions ou du comportement d'un individu. Il s'accompagne généralement d'un sentiment de détresse ou de déficiences fonctionnelles dans des domaines importants. Il existe de nombreux types de troubles mentaux, désignés aussi sous le nom de problèmes de santé mentale. Cette dernière expression, plus large, englobe les troubles mentaux, les handicaps psychosociaux et d'autres états mentaux associés à un sentiment de détresse, à des déficiences fonctionnelles ou à un risque de comportement auto-agressif importants. Les Principaux repères se concentrent sur les troubles mentaux décrits dans la Onzième Révision de la Classification internationale des maladies (CIM-11).

En 2019, une personne sur huit dans le monde - soit 970 millions de personnes - présentait un trouble mental, les troubles anxieux et les troubles dépressifs étant les plus courants (1). En 2020, le nombre de personnes atteintes de tels troubles a augmenté considérablement du fait de la pandémie de COVID-19. Les premières estimations indiquent une hausse de 26 % et 28 %, respectivement, pour les troubles anxieux et les troubles dépressifs majeurs en l'espace d'une année seulement (2). S'il existe des options de prévention et de traitement efficaces, la plupart des individus présentant des troubles mentaux n'ont pas accès à des soins efficaces. Nombre d'entre eux sont également victimes de stigmatisation ou de discrimination et subissent des violations de leurs droits.

Maurille AFERi

Principaux faits

- Une personne sur huit dans le monde présente un trouble mental.
- Les troubles mentaux engendrent une altération majeure de la pensée, de la régulation des émotions ou du comportement.
- Il existe de nombreux types de troubles mentaux.
- Des options de prévention et de traitement efficaces existent.
- La plupart des personnes malades n'ont pas accès à des soins efficaces.

Troubles anxieux

En 2019, 301 millions de personnes présentaient un trouble anxieux, dont 58 millions d'enfants et d'adolescents. Les troubles anxieux se caractérisent par une peur et une inquiétude excessives et par des troubles du comportement connexes. Les symptômes sont suffisamment graves pour entraîner un sentiment de détresse important ou des déficiences fonctionnelles majeures. Il existe plusieurs types de troubles anxieux : trouble d'anxiété généralisée (se manifeste par une inquiétude excessive), trouble panique (se manifeste par des attaques de panique), trouble d'anxiété sociale (se manifeste par une peur et une inquiétude excessives dans des situations sociales), trouble d'anxiété de séparation (se manifeste par une peur ou une anxiété à l'idée d'être séparé des personnes avec lesquelles on a un lien affectif profond), etc. Des traitements psychologiques efficaces existent et, en fonction de l'âge et de la gravité du trouble, des traitements médicamenteux peuvent aussi être envisagés.

Dépression

En 2019, 280 millions de personnes présentaient une dépression, dont 23 millions d'enfants et d'adolescents (1). La dépression diffère des sautes d'humeur habituelles et des réactions émotionnelles passagères face aux problèmes du quotidien. Lors d'un épisode dépressif, l'individu présente une

humeur morose (sentiment de tristesse, d'irritabilité, de vide) ou une perte de plaisir ou d'intérêt pour les activités, pendant la majeure partie de la journée, presque tous les jours, pendant au moins deux semaines. Plusieurs autres symptômes peuvent également être présents : difficultés de concentration, sentiment de culpabilité excessive ou dévalorisation de soi, sentiment de désespoir face à l'avenir, pensées de mort ou de suicide, sommeil



perturbé, changements d'appétit ou de poids, et sentiment de grande fatigue ou de manque d'énergie. Les personnes dépressives sont plus exposées au risque de suicide. Cependant, des traitements psychologiques efficaces existent et, en fonction de l'âge et de la gravité de la dépression, des traitements médicamenteux peuvent aussi être envisagés.

Troubles bipolaires

En 2019, 40 millions de personnes présentaient un trouble bipolaire (1). Les personnes atteintes d'un tel trouble alternent épisodes dépressifs et périodes de symptômes maniaques. Lors d'un épisode dépressif, l'individu présente une humeur morose (sentiment de tristesse, d'irritabilité, de vide) ou une perte de plaisir ou d'intérêt pour les activités, pendant la majeure partie de la journée, presque tous les jours. Les symptômes maniaques comprennent l'euphorie ou l'irritabilité, une activité ou une énergie accrue, et d'autres symptômes comme une plus grande loquacité, des pensées

rapides, une meilleure estime de soi, un moindre besoin de sommeil, une distractibilité, et un comportement impulsif et téméraire. Les personnes atteintes d'un trouble bipolaire sont plus exposées au risque de suicide. Des traitements efficaces existent toutefois, notamment la psychoéducation, la réduction du stress et le renforcement du fonctionnement en milieu social, ainsi que les traitements médicamenteux.

Troubles post-traumatiques

La prévalence des troubles post-traumatiques et autres troubles mentaux est élevée dans les zones touchées par des conflits (3). Une personne peut développer un trouble post-traumatique après avoir été exposée à un événement ou à une série d'événements particulièrement menaçants ou horribles. Ce trouble se caractérise par l'ensemble des symptômes suivants : 1) l'individu revit l'événement ou les événements traumatiques (souvenirs envahissants, réminiscences ou cauchemars) ; 2) l'individu évite de penser à l'événement ou aux événements, ou de se les rappeler, ou évite les activités, situations ou personnes qui les lui rappellent ; et 3) l'individu perçoit une menace accrue en permanence. Les symptômes durent au moins plusieurs semaines et provoquent d'importantes déficiences fonctionnelles. Il existe des traitements psychologiques efficaces.

(suite à la page 7)

TECHNOLOGIE

LES KIDS INNOVATION DAYS

Les enfants initiés à l'intelligence artificielle et à la robotique

La première édition des Kids Innovation Days s'est achevée en apothéose, mercredi 24 décembre 2025, à l'hôtel 2 Février de Lomé. Pendant trois jours, du 22 au 24 décembre, des dizaines d'enfants âgés de 7 à 17 ans ont plongé dans l'univers des nouvelles technologies, de l'intelligence artificielle (IA) et de la robotique, dans une ambiance à la fois pédagogique et festive.

Organisé par le Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA), sous le haut parrainage du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, l'événement s'est voulu un véritable laboratoire d'apprentissage pour les plus jeunes. Placée sous le thème " Noël de l'intelligence artificielle ", cette initiative visait à familiariser les enfants avec les outils numériques de demain, tout en stimulant leur créativité et leur esprit d'innovation.



Tout au long des activités, les participants ont alterné entre ateliers pratiques et découvertes technologiques. La troisième et dernière journée a été particulièrement marquée par des travaux en intelligence artificielle et en robotique, ainsi que par la présentation d'inventions réalisées par les enfants eux-mêmes. Les jeunes innovateurs ont également été initiés au machine learning, aux chatbots, à l'utilisation des imprimantes 3D, des drones et à la réalité virtuelle. Un hackathon junior leur a permis d'imaginer des solutions innovantes pour un monde meilleur.

Dans une atmosphère mêlant animations de Noël, chorales, contes numériques, jeux interactifs et ateliers créatifs, les enfants ont appris en s'amusant. À la clôture de cette première édition, des attestations de participation ont été remises à tous les participants, saluant leur engagement et leur curiosité.



Pour Kouzan Yesher, l'un des enfants participants, l'expérience a été enrichissante. " J'ai appris beaucoup de choses sur le panneau solaire. Nous avons découvert comment l'énergie du soleil est transformée en électricité grâce à la batterie. C'était une formation très utile qui nous servira dans plusieurs situations ", a-t-il confié avec enthousiasme. Quant à sa collègue Kimberly Nyawor : " ça été une belle expérience de découvrir tout ce que l'on peut réaliser avec l'intelligence artificielle. Malheureusement, c'est vite fini. "

Selon les responsables du CONIIA, les Kids Innovation Days ont pour ambition de sensibiliser les enfants aux enjeux et opportunités de l'intelligence artificielle, de promouvoir un apprentissage

ludique et de favoriser l'inclusion numérique. L'objectif est de former une génération consciente, responsable et capable d'utiliser les technologies de manière éthique. " Le Kids Innovation Days s'inscrit dans la continuité de la Première Semaine de l'Intelligence Artificielle (SIA 2024) et constitue le premier jalon d'une tradition visant à former les enfants à comprendre, maîtriser et inventer les technologies qui transformeront le monde ", a déclaré Dr Malik Morris Mouzou, président du CONIIA.

Avec cette première édition réussie, le Togo affiche clairement sa volonté de ne pas rester spectateur, mais de devenir acteur du progrès numérique mondial, en misant dès aujourd'hui sur la formation technologique de ses enfants.

NÉCROLOGIE

Le psychanalyste et écrivain français, Jean-Pierre Winter est mort à 74 ans

Jean-Pierre Winter, né le 28 avril 1951 à Paris et mort le 9 décembre 2025, est un psychanalyste et un écrivain français. Formé par Jacques Lacan, souvent accusé d'homophobie par ses pairs, il est célèbre pour ses nombreux ouvrages grand public sur la psychanalyse, la famille, la religion et les questions de société, notamment " L'Avenir du Père " et " Homoparenté ". Il a également été membre de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE), et ses prises de position dans les médias sur des sujets comme la filiation et l'homoparentalité ont souvent suscité le débat.

Jean-Pierre Winter naît en 1951 à Paris, de parents exilés hongrois et juifs, son père est originaire de Transylvanie, immigré plus tard à Budapest.

Il est cofondateur du " Mouvement du coût freudien ". Il enseigne la psychopathologie de l'enfant à l'université de Louvain-la-Neuve et au collège des Études juives de l'Alliance israélite universelle (AIU). En 2019, Jean-Pierre Winter devient membre de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE).



Les avis, prises de positions et propos (notamment ses réticences à la PMA, la filiation et à l'homoparentalité) de Jean-Pierre Winter sont considérés par certains militants comme homophobes, signe d'" homophobie intériorisée ", ou ayant " un a priori

homophobe " même par d'autres psychanalystes.

Jean-Pierre Winter est mort dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 décembre 2025, à l'âge de 74 ans, d'une longue maladie. L'annonce de son décès est faite par sa famille.

PACTE NATIONAL DE L'ÉNERGIE 2025-2030

04 postes stratégiques à pourvoir pour lancer l'électrification pour tous

Courant septembre 2025, le Togo a fait approuver son Pacte National de l'Énergie 2025-2030 qui va nécessiter 3 milliards de dollars dont 1,68 milliard venant du secteur privé pour sa mise en œuvre. Plus de la moitié de cet investissement sera destinée à la production d'énergie et la restructuration de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET). Objectif : atteindre 100% d'accès à l'électricité d'ici 2030 c'est-à-dire l'électrification de plus de 3,87 millions de personnes supplémentaires. Et c'est pour occuper des postes stratégiques au cœur de la stratégie nationale de développement énergétique du Togo - qui vise 50% d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030 - que le ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières a lancé quatre recrutements aux profils différents.

Late Pater

D'abord, un Energy Transaction Advisor, qui sera le véritable architecte des investissements pour diriger la structuration et la mise en œuvre des partenariats public-privé (PPP) et des projets de producteurs indépendants. Ce Conseiller en transactions énergétiques travaillera en étroite collaboration avec les institutions gouvernementales, les organismes de mise en œuvre, les promoteurs, les prêteurs et les partenaires de développement pour assurer la bancabilité, la conformité juridique et réglementaire et l'alignement des transactions sur les priorités et les réformes du secteur. Ensuite, un Energy Economist qui va jouer un rôle clé dans l'analyse de la viabilité financière du secteur, la réforme tarifaire et l'atteinte de l'équilibre financier d'ici 2030. Lui devra s'assurer que la planification du réseau national s'harmonise avec les prio-

rités sectorielles, les principes les moins coûteux et les objectifs d'accès à l'énergie à long terme. Puis, le Power Systems Expert qui est l'expert technique qui supervisera l'intégration des énergies renouvelables (solaire, hydro), le déploiement des systèmes de stockage par batteries (BESS) et l'optimisation des réseaux haute tension/moyenne tension. Enfin, le MEL (Monitoring, Evaluation & Learning) Specialist qui est le garant de la redevabilité et pilotera le cadre numérique de suivi-évaluation pour mesurer l'impact réel du Pacte sur l'accès, la qualité de service (SAIDI/SAIFI) et l'inclusion sociale. Le SAIDI (System Average Interruption Duration Index) est l'indicateur qui correspond à la durée moyenne d'interruption de service par client et par an alors que le SAIFI (System Average Interruption Frequency Index) est l'indicateur correspondant au nombre moyen d'interruptions de ser-



Robert Koffi Messan Eklo, ministre délégué chargé de l'énergie

vice par client et par an. Le rôle de ce spécialiste exige un solide leadership technique en MEL, une expérience dans des environnements multipartites et la capacité de traduire des objectifs de pro-

gramme complexes en résultats mesurables et en informations exploitables.

Les postes sont ouverts aux seuls ressortissants togolais. Le début de leurs missions est prévu

en janvier 2026 pour une durée de contrat de 12 mois, avec extension potentielle, comprenant une période d'évaluation initiale de 3 mois.

Le Pacte National de l'Énergie du Togo est approuvé dans le cadre de la «Mission 300» qui vise à relier 300 millions de personnes à l'électricité en Afrique subsaharienne à l'horizon 2030. Un partenariat ambitieux mené par le Groupe de la Banque mondiale et le Groupe de la Banque africaine de développement. Les autorités togolaises veulent en profiter pour restructurer la CEET en 2027 et réviser le tarif de l'électricité au 4^{ème} trimestre 2028 à cause d'un tarif actuel insuffisant qui «nuît à la fourniture d'électricité». La restructuration/transformation de la CEET vient d'un constat : coût de service très élevé principalement dû aux coûts de production et d'importation d'énergie; chiffre d'affaires inférieur au coût de vente; taux d'endettement élevé ; environnement

informatique inadapté, avec une multiplicité des applications informatiques ; insuffisances dans le système de gouvernance et de management ; anomalies dans la facturation à l'instar des compteurs classiques auprès de qui le cycle de facturation ne permet pas d'optimiser la gestion commerciale ; relevé des compteurs, resté traditionnel sur bordereaux papier, irrégulier et incomplet ; niveau inquiétant de créances clients ; solvabilité plus que fragile, qui pourrait encore s'aggraver avec un éventuel recours aux concours bancaires du fait de la remontée des taux d'intérêt à court terme ; organigramme inadapté et assez large. Le troisième engagement pris est d'actualiser, en 2027, la loi du secteur pour renforcer la concurrence et la transparence par la séparation des activités et par les procédures concurrentielles pour l'octroi des titres.

À FIN SEPTEMBRE 2025

Le trafic au port de Lomé en hausse de 12%, les recettes fiscales de 5,6%

Au terme des neuf premiers mois de 2025, la conjoncture économique nationale est caractérisée principalement par une progression des activités portuaire et aéroportuaire, un accroissement des échanges commerciaux, de la consommation d'énergie électrique et de la masse monétaire. C'est ce qu'on peut lire dans le rapport d'exécution du budget de l'Etat exercice 2025 du ministère des finances et du Budget.

Le trafic au port et à l'aéroport en hausse

F. Woussou

D'abord, Le taux d'inflation s'est établi à 0,8% à fin septembre 2025 contre 3,6% un an plus tôt, confirmant le ralentissement de l'inflation. Cette inflation demeure principalement portée par la division « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (0,85 point), suivie de « Restaurants et services d'hébergement » (0,36 point) et de « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (0,21 point). Il est dit que l'activité économique reste bien orientée sur les trois premiers trimestres de 2025. « L'activité devrait s'inscrire en hausse avec une croissance prévue à 6,2%5 en 2025 après 6,5% en 2024, en lien avec le dynamisme attendu dans tous les secteurs de l'économie », indique-t-on.

Ainsi, au Port Autonome de Lomé (PAL), le volume du trafic total a progressé de 12,2% par rapport à la même période de 2024 et s'établit à 25.641,6 milliers de tonnes. Cette évolution résulte de l'effet combiné de la hausse du volume cumulé des importations (+21,8%), des transbordements (+10,1%) et de la baisse du vo-

lume des marchandises embarquées (-7,3%).

A l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé, les mouvements d'aéronefs ont progressé de 5,8%. Le trafic total de passagers a aussi progressé de 5,5%, tiré par les correspondances (+10,5%), les arrivées (+4,6%), et le transit (+27,2%). Les départs ont tout de même régressé de 2,3%. Quant au fret aérien total, sur les trois premiers trimestres de 2025, il a enregistré une hausse de 5,5% sur un an à la faveur de la progression du fret embarqué (+18,9%) et du transit (+9,9%). Cependant le fret débarqué a connu une baisse de 9,8%.

Les disponibilités totales de la CEET, à fin septembre 2025, ont atteint 1.620.308.778 kWh, en augmentation de 4,5% en glissement annuel. Cette progression est en lien avec la hausse de la production de ContourGlobal Togo (+7,1%), de la production locale (+13,2%) et celle des achats auprès de la CEB (+1,8%).

En cumul sur les neuf premiers mois de 2025, les échanges commerciaux du Togo, comparés à la

même période de 2024, sont marqués par une hausse des exportations (+12,0%) et des importations (+3,1%). Les exportations de biens sont évaluées à 732,3 milliards et les importations à 1.410,9 milliards.

La situation monétaire du Togo, sous la période revue, comparée à fin décembre 2024, est marquée par une progression de la masse monétaire (1,1%). En contrepartie, il est enregistré une expansion des créances nettes sur l'Administration publique (+44,2%) amoindrie par la contraction des actifs extérieurs nets (-13,0%) et des créances sur l'économie (-3,7%). En somme, l'activité économique reste bien orientée sur les trois premiers trimestres de 2025. L'activité devrait s'inscrire en hausse avec une croissance prévue à 6,2%5 en 2025 après 6,5% en 2024, en lien avec le dynamisme attendu dans tous les secteurs de l'économie.

Les recettes fiscales en hausse A en croire le ministère des finances et du budget, au 30 septembre 2025, pour une prévision annuelle de 1 208,36 milliards, le montant des recettes fiscales re-

couvré s'est établi à 830,52 milliards, soit un taux d'exécution de 68,73%. Comparées aux réalisations de la même période de 2024, les recettes fiscales ont augmenté de 5,62%, soit 44,20 milliards en valeur absolue. « Cette performance s'explique par la hausse du recouvrement des impôts et taxes leaders notamment l'Impôt sur les sociétés (+9,75%), l'Impôt sur le revenu des personnes physiques (+3,93%) et les Droits de douane (+6,46%) », renseigne-t-on.

On ajoute que la performance globale des recettes fiscales en 2025 s'explique aussi par la mise en place de la Taxe sur les entreprises de télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (TETTIC), l'implémentation dans SYDONIA du TEC CEDEAO 2022 actualisé et le renforcement de la surveillance du territoire.

Globalement, le taux de réalisation des ressources du budget général sur les 9 premiers mois de l'année 2025 est de 69,74%, soit un montant de 1 665,88 milliards pour une prévision annuelle de 2 388,82 milliards. Cette réalisation



est en augmentation de 3,39% par rapport à la même période en 2024, indique le rapport. Il relève que pour la même période, le taux de réalisation des recettes budgétaires est de 64,39%, soit un montant de 975,11 milliards pour une prévision

annuelle de 1 486,37 milliards. On note une hausse des recettes de 4,44% par rapport à fin septembre 2024. Cette hausse est portée la réalisation des recettes fiscales et des dons projets.

ACCÈS À L'EAU ET ASSAINISSEMENT, AVEC UN FOCUS EN MILIEU SCOLAIRE

Le projet COPRA Togo cible Kozah 2 et 3 et Doufelgou 2 pour une étude de faisabilité

Late Pater

Le Togo dispose de ressources en eau abondantes, inégalement réparties et souvent dégradées par la pollution ou la contamination. Le taux d'accès à l'eau potable a été estimé en 2022 à 72% en milieu rural et à 70% en milieu urbain. Même s'il subsiste tous ces villages sans la bonne eau ou avec des points d'eau en panne ou encore la distance à parcourir pour en avoir. L'assainissement aussi reste très limité, avec seulement 5% de la population rurale qui a accès à un assainissement géré en toute sécurité. Ces taux masquent ainsi de fortes disparités régionales, notamment dans les zones septentrionales. Selon la fiche du projet COPRA Togo, le territoire des communes de Kozah 2, Kozah 3 et Doufelgou 2 se caractérise par une forte ruralité, une densité démographique modérée et des difficultés d'accès aux services de base. Le taux d'accès à l'eau y suit la moyenne rurale nationale, avec de nombreuses disparités locales. L'assainissement est quasi inexistant dans les zones rurales, avec des latrines rudimentaires ou des pratiques de défécation à l'air libre. Seule une station de traitement des boues (Kara) est fonctionnelle à l'échelle régionale, avec une mise en service en 2024. Avec la réforme de décentralisation de 2019, les communes peuvent se voir déléguer la compétence d'autorité déléguée pour l'eau et l'assainissement ; elles participent donc à la gestion des bornes fontaines, forages, latrines et au suivi des infrastructures, mais elles disposent encore de peu de ressources humaines, techniques et financières pour assurer cette charge. Kozah 2 et 3 et Doufelgou 2 appuient des actions ponctuelles d'accès à l'eau dans les écoles (réhabilitation de forages, installation de pompes à motricité humaine), mais le manque de maintenance, de suivi et de planification freine les impacts à long terme.

Dans les écoles rurales, les enjeux sont critiques concernant l'hygiène et la santé (l'insuffisance d'eau potable et de latrines expose les élèves aux maladies hydriques), la scolarisation des filles (l'absence d'espaces dédiés nuit à leur assiduité pendant les menstruations) ou la qualité éducative (un environnement insalubre affecte concentration et motivation des élèves). Le cadre reste en structuration. Malgré les progrès des dernières années, la couverture reste partielle, et la pérennité des services dépendra d'un renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale, d'une structuration des compétences locales et de l'intégration de l'eau scolaire dans les stratégies communales.

Alors, arrive le projet COPRA Togo. COPRA Togo (COOpérer Pour Réussir l'Avenir au Togo) est un programme de coopération internationale mutualisé et multi-acteurs entre des collectivités territoriales de Bourgogne-Franche-Comté (en France) et du Togo. Son objectif est de favoriser les échanges de pratiques et le renforcement de compétences entre les élus des collectivités de Bourgogne-Franche-Comté et de la région Kara (Togo) en matière de développement local durable, et améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la Kara. Il ciblera notamment les thématiques de l'accès à l'eau, de l'assainissement et de la transition écologique. Bourgogne-Franche-Comté International (BFC International) est le maître d'œuvre délégué du projet, mené avec le soutien financier de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, de la Région Bourgogne-Franche-Comté et le concours des collectivités membres du projet : en France, la Communauté de communes du Pays de Lure, la Ville d'Arbois, la Ville de Joigny, la Commune des Planches-Près-Arbois ; et au Togo, les communes Kozah 2, Kozah 3 et Doufelgou 2.

Dans le cadre du COPRA Togo,



une étude sur l'accès à l'eau et à l'assainissement avec un focus sur l'accès en milieu scolaire dans la Kara va être réalisée, pour une amélioration durable des conditions de vie des populations locales de Doufelgou 2, Kozah 2 et Kozah 3. Objectif n°1 : réaliser un état des lieux approfondi sur les communes de Doufelgou 2, Kozah 2 et Kozah 3. C'est-à-dire produire un diagnostic structuré et rigoureux de la situation hydrogéologique des territoires ciblés, de l'état des infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement existantes, ainsi que des conditions d'accès aux services de base dans les établissements scolaires, en mettant l'accent sur la gestion de l'hygiène menstruelle des filles : analyse des sources existantes (forages, nappes, rivières, etc.) et de leur débit ; étude de la qualité de l'eau, incluant les risques de pollution (pesticides, agents pathogènes, contamination fécale, etc.) ; cartographie des points d'eau et des zones à risque hydrique ou mal desservies ; réaliser un inventaire des infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les écoles, évaluer leur fonctionnalité, leur état d'entretien, leur adéquation aux normes, leur adaptation aux besoins et identifier les établissements ne disposant d'aucune infrastructure ou de

conditions critiques. Objectif n°2 : élaborer des feuilles de route stratégiques et opérationnelles pour le déploiement d'actions eau, hygiène et assainissement dans les communes de Kozah 2, Kozah 3 et Doufelgou 2 dans le cadre de leurs coopérations décentralisées avec les collectivités du Pays de Lure, d'Arbois, des Planches-Près-Ar-

bois et de Joigny. En identifiant les établissements scolaires prioritaires à partir de critères objectifs (gravité des besoins, potentiel de pérennité, implication locale...), en évaluant les coûts d'investissement pour la réhabilitation ou la création d'infrastructures, y compris les coûts de fonctionnement, de maintenance, de sensibilisation

et de formation, en proposant des modèles de gestion durable, adaptés au contexte local, associant collectivités, écoles et comités de gestion, et un cadre de redevabilité. Les propositions faites devront impérativement être cohérentes avec les autres projets déjà en cours au sein des communes. BFC International coordonne l'étude.

L'appel d'offres pour recruter le prestataire vient d'être publié, avec une date limite de candidature fixée au 13 février 2026. En février-mars 2026, il y aura le recrutement du prestataire, le lancement de l'étude et début des travaux sur le terrain et la collecte de données. L'analyse des données et rédaction d'un rapport intermédiaire et la restitution des résultats préliminaires aux partenaires se feront au plus tard en septembre 2026. Puis, la finalisation du rapport à valider par les parties prenantes et l'intégration des premiers résultats à l'élaboration des projets auprès de l'Agence française de développement (sous réserve) sont prévues en décembre 2026.

MARIAGE TRADITIONNEL ET CIVIL SANS PASSAGE À L'ÉGLISE

Un choix qui divise l'opinion

Au Togo, le mariage reste un marqueur social fort, mêlant traditions, religion et droit moderne. Pourtant, certains Togolais affirment aujourd'hui un choix qui suscite débats et incompréhensions : se marier traditionnellement et, si nécessaire, à l'état civil, mais refuser catégoriquement le mariage religieux à l'église. Entre liberté individuelle, attachement aux coutumes et convictions spirituelles, cette décision alimente des avis contrastés au sein de la société.

E. Sossou

Pour certains, le mariage traditionnel demeure la forme la plus légitime d'union. Il incarne l'ancrage culturel, le lien entre familles et le respect des ancêtres. " *Le mariage traditionnel suffit largement. Il engage les familles, les lignées et a une valeur sacrée dans nos cultures* ", estime Kossi A., commerçant à Lomé. Selon lui, l'ajout d'un mariage à l'église relève davantage d'une influence occidentale que d'une nécessité.

D'autres évoquent des raisons plus personnelles. " *Ma relation avec Dieu est intime. Je n'ai pas besoin d'un mariage religieux pour prouver ma foi* ", confie Ama D., fonctionnaire. Pour elle, le passage à l'état civil répond aux exigences légales, tandis que le mariage traditionnel consacre l'union sur le plan social et culturel.

Chez les jeunes couples urbains, ce choix est aussi perçu comme une affirmation de liberté face aux normes imposées. " *On nous dicte trop souvent comment aimer, comment se marier. Refuser l'église, c'est aussi revendiquer le droit de choisir* ", explique un étudiant en sociologie à l'Université de Lomé.

Le camp du " *contre* " : une union jugée incomplète

À l'opposé, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer ce qu'elles considèrent comme un ma-



riage " *incomplet* ". Pour les leaders religieux et certains fidèles, le mariage à l'église demeure une bénédiction indispensable. " *Le mariage chrétien n'est pas une formalité, c'est un engagement devant Dieu. Le refuser, c'est se priver d'une protection spirituelle* ", estime Sokpo Elisé, un pasteur rencontré à Agoè.

Dans certaines familles, ce choix est également source de tensions. " *Sans mariage à l'église, l'union n'est pas pleinement reconnue* ", affirme une mère de famille. Selon elle, l'église joue un rôle clé dans l'éducation morale du couple et dans la stabilité du foyer.

D'autres redoutent une fragilisation du mariage. " *Le mariage religieux impose des valeurs de fidélité, de patience et de responsabilité. L'abandonner, c'est ouvrir la porte à plus de divorces* ", pense un enseignant retraité.

Ce débat révèle une transformation profonde des mentalités au Togo. Si autrefois le mariage religieux apparaissait comme une étape quasi obligatoire après la dot et l'état civil, il devient aujourd'hui optionnel pour une partie de la population, notamment en milieu urbain. Selon les sociologues, cette évolution traduit une recomposition des références sociales, où l'individu prend de plus en plus le pas sur les institutions traditionnelles et religieuses.

Attachement aux valeurs religieuses ou affirmation de choix personnels, le mariage sans passage à l'église continue de diviser. Une chose est sûre : au Togo, la manière de s'unir n'est plus seulement une question de tradition, mais aussi de conviction et d'identité. Souvenirs empreints de joie et de solidarité.

NOËL 2025

Le ministère des Affaires étrangères fait sourire les enfants de son personnel

Etonam Sossou

La cérémonie s'est déroulée au cabinet du ministère, en présence du ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey, des agents du ministère, de leurs familles, ainsi que de l'ambassadrice de la République populaire de Chine au Togo. Rires d'enfants, chants et animations ont rythmé cet événement devenu une tradition au sein de l'institution.

Fidèle à cette initiative annuelle, le ministère réaffirme ainsi son attachement aux valeurs de solidarité et de partage, chères à la pé-

riode de Noël. Dans son allocution, le Secrétaire général du ministère a rappelé le sens de cette rencontre, soulignant qu'elle vise avant tout à renforcer la cohésion, la fraternité et l'esprit de famille au sein de l'administration. « *Le ministère des Affaires étrangères est une grande famille. Il est important pour nous de penser non seulement au bien-être de nos agents, mais aussi à l'épanouissement de leurs enfants* », a-t-il indiqué, mettant en avant l'importance de ces moments de convivialité qui resserrent les liens entre collègues et familles.

La remise des cadeaux, très attendue par les plus jeunes, a été un moment fort de la cérémonie. Visiblement ravis, les enfants ont reçu leurs présents sous les applaudissements des parents et des invités, symbolisant l'attention particulière que le ministère accorde à la cellule familiale. À travers cette action, le ministère des Affaires étrangères réaffirme son engagement en faveur du bien-être social de son personnel et contribue à perpétuer la magie de Noël, en offrant aux enfants des cadeaux.

FOOTBALL - FORMATION/

Trois instructeurs valident avec succès le programme des formateurs d'entraîneurs de la FIFA au Maroc

La Direction Technique Nationale (DTN) de la Fédération Togolaise de Football vient de franchir une étape déterminante dans la professionnalisation de la formation des entraîneurs. Dr Kpatcha Tchazou, Bawa Adamou et Tomety Kaï, trois instructeurs de la DTN, ont validé avec succès le programme de formation des formateurs d'entraîneurs de la FIFA, à l'issue de la phase finale organisée récemment au Maroc.

Hervé A.

Il s'agit d'une formation de haut niveau, accessible uniquement sur invitation et destinée à un cercle restreint d'experts sélectionnés par la FIFA sur proposition des associations membres. Cette réussite renforce significativement les capacités techniques de la DTN et conforte la dynamique engagée par la FTF en matière de développement du football.

Un programme FIFA réservé à l'élite des formateurs

Le FIFA Coach Educators Development Programme est un parcours spécifique mis en place par la FIFA pour former non pas des entraîneurs d'équipes, mais des formateurs d'entraîneurs, appelés à jouer un rôle clé dans la transmission du savoir et des méthodes modernes de coaching.

Contrairement aux licences classiques (D, C, B, A ou Pro), ce programme vise à doter les fédérations de ressources humaines capables de concevoir, encadrer et dispenser des formations d'entraîneurs selon les standards internationaux.

Comme l'explique le Directeur Technique National, Dodzi Eklou-Siabi, les instructeurs togolais ont suivi un parcours étalé sur plus d'un an, alternant modules en ligne et sessions en présentiel, avec un suivi



continu sur le terrain.

"Il s'agit de la formation des formateurs, c'est-à-dire des instructeurs capables de former des éducateurs et des entraîneurs appelés à intervenir aussi bien auprès des jeunes que des adultes. Cette formation a démarré il y a plus d'un an, avec un accompagnement permanent, des évaluations et la supervision régulière de mentors, des cadres experts mandatés par la FIFA", précise le DTN.

Dans ce cadre, les candidats ont bénéficié de l'encadrement de mentors internationaux. En août dernier, Alain Gouaméné,

expert FIFA du développement du coaching en Afrique, s'est rendu au Togo pour superviser une étape décisive du processus, notamment lors des mises en situation pratiques.

La phase finale s'est déroulée au Maroc, où les instructeurs ont été soumis aux évaluations finales. "Ils y sont allés pour finaliser leur formation. Les évaluations se sont bien passées et ils sont revenus avec des attestations confirmant qu'ils ont validé avec succès l'ensemble du programme", souligne Dodzi Eklou-Siabi.

Ce que ce diplôme FIFA permet

désormais

Avec cette certification, les trois instructeurs de la DTN sont désormais assermentés et reconnus par la FIFA pour implémenter des formations d'entraîneurs conformément aux normes internationales.

Concrètement, ils sont habilités à former les entraîneurs nationaux pour l'obtention des licences CAF D et C, à concevoir et structurer des programmes de formation destinés aux clubs, centres de formation et académies, à encadrer, observer, évaluer et accompagner les entraîneurs en formation sur le terrain, ainsi qu'à animer des cours théoriques et pratiques en s'appuyant sur les méthodologies modernes de la FIFA.

Pour les niveaux supérieurs, le cadre est clairement défini : "À partir des licences B et A, la réglementation impose la présence d'un expert FIFA ou CAF. Nos instructeurs accompagnent alors ces experts et participent activement à la mise en œuvre des formations sur le territoire national", explique le DTN.

Autre retombée majeure de cette certification : les instructeurs togolais peuvent désormais être sollicités à l'international. Leur statut de formateurs certifiés FIFA leur permet d'intervenir, sur invitation, dans d'autres pays, dans le cadre de programmes de formation régionaux ou nationaux.

BRÈVES

FTF, nouvelle session de la formation pour l'obtention de la licence D CAF

La formation pour l'obtention de la Licence D CAF a repris lundi 22 décembre avec les participants de la nouvelle vague, dans le cadre de la poursuite de la même session initiale. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle formation, mais bien de la continuité du programme, organisée en plusieurs vagues en raison du nombre très élevé de candidatures enregistrées.

À l'annonce de l'appel à candidatures, la Direction Technique Nationale (DTN) de la Fédération Togolaise de Football avait en effet été largement dépassée par l'engouement suscité. Face à cette situation, un mécanisme spécifique a été mis en place afin d'offrir une chance au plus grand nombre de postulants, tout en respectant les recommandations de la CAF en matière d'effectifs par session.

"Nous avons enregistré plus de 200 candidatures. Cela témoigne des attentes de nos compatriotes. Ne pouvant pas prendre un nombre important de participants par session, comme le recommande la CAF, nous avons décidé d'organiser plusieurs sessions, dont certaines seront délocalisées hors de Lomé", avait expliqué Dodzi Eklou-Siabi, Directeur Technique National de la FTF.

Ainsi, une trentaine d'apprenants, issus des clubs, centres de formation et académies du pays, prennent part à cette première vague relancée ce lundi. La formation est animée par des experts de la Direction Technique Nationale, notamment Bawa Adamou, Dr Tchazou Kpatcha et Kaï Tomety. Ces derniers ont récemment validé au Maroc le programme de formation de la FIFA destiné aux entraîneurs, accessible uniquement sur invitation.

"La CAN du peuple": un accès gratuit autorisé

Le comité d'organisation marocain de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), avec l'accord de la Confédération africaine de football, a décidé d'autoriser l'accès gratuit aux spectateurs environ vingt minutes après le coup d'envoi, afin de remplir les stades sur certaines rencontres.

Mercredi soir, lors du deuxième match de la CAN disputé dans le Grand stade d'Agadir (45.000 places), opposant le Cameroun au Gabon, les tribunes étaient presque vides alors que les deux équipes s'échauffaient avant le coup d'envoi. Malgré la pluie incessante sur la ville côtière, elles se sont copieusement remplies au cours de la première période pour atteindre une affluence de 35.200 personnes.

Cela avait déjà été le cas lors de la victoire de l'Égypte sur le Zimbabwe (2-1) lundi dans la même enceinte, où les hymnes de chaque pays avaient été entonnés devant un petit millier de spectateurs avant que les écrans du stade affichent une affluence officielle de 28.199 spectateurs en fin de rencontre.

D'autres matches comme RDC Congo-Bénin ou Tunisie-Ouganda, largement documentés par des spectateurs sur les réseaux sociaux avec le slogan "la CAN du peuple", ont connu pareille mesure.

Les rencontres du Maroc, toutes prévues à guichets fermés, ne sont par contre pas concernées.

La billetterie et le remplissage des stades est un enjeu important pour les organisateurs. Le Maroc s'est fixé une double mission: remporter un titre qui lui échappe depuis 50 ans et offrir une organisation parfaite avant d'accueillir la Coupe du monde en 2030 conjointement avec l'Espagne et le Portugal.

Les Mondiaux de Tokyo ont placé

"la barre très haut" en matière de durabilité

Les Championnats du monde d'athlétisme de Tokyo 2025 ont obtenu la certification Platine d' Athletics for a Better World (ABW), le système d'évaluation de World Athletics des performances d'un événement en matière de développement durable. Les Championnats du monde d'athlétisme Tokyo 25 sont seulement la troisième manifestation à obtenir le niveau le plus élevé du système d'évaluation depuis sa mise en place en 2024. Jamais une édition des Championnats du monde d'athlétisme n'avait reçu cette certification.

"Dès le début, le comité d'organisation local s'est fixé comme priorité absolue de réduire l'impact environnemental de ces championnats et d'optimiser leur impact social, souligne Sebastian Coe, président de World Athletics. L'équipe de Tokyo a placé la barre très haut pour les futurs Championnats du monde."

Parmi les initiatives mises en place, tous les véhicules de la flotte officielle étaient électriques, hybrides ou à pile à combustible. Les biocarburants ont alimenté les générateurs électriques temporaires des sites d'entraînement. "Presque tous les spectateurs ont utilisé les transports publics pour se rendre au stade national, ce qui a encore réduit l'empreinte carbone de l'événement", ajoute World Athletics. Des animations à destination du public ont aussi été organisées sur le thème de la durabilité.

450 000 bouteilles en plastique à usage unique ont été recyclées, tous les repas servis dans les zones VIP et dans les hôtels des équipes comprenaient des options végétaliennes et végétariennes, et les pertes alimentaires ont été réduites grâce à l'optimisation du nombre de repas fournis et au compostage des déchets alimentaires. "Nous sommes très fiers que les initiatives de développement durable des Championnats du monde d'athlétisme de Tokyo 2025 aient été hautement reconnues par World Athletics", a réagi Mitsugi Ogata, président du comité d'organisation local.

CAN 2025/

CAN 2025 : des favoris au rendez-vous, des nouvelles stars qui s'imposent...

La première journée de cette CAN 2025 s'est clôturée mercredi avec le choc entre le Cameroun et le Gabon. Les Lions Indomptables ont répondu présents en s'imposant par la plus petite des marges grâce à une réalisation de Karl Etta Eyong. Jeudi, jour de Noël, la compétition a pris une pause. Et difficile de ne pas souligner le fait que cette année, aucune grosse nation n'a manqué son entrée, si ce n'est le Mali, qui nous a habitués à se montrer irrégulier en CAN.

Pour son match d'ouverture, le Maroc s'est sorti d'un piège en faisant sauter le verrou des Comores. Les coéquipiers de Rafiki Saïd avaient décidé de jouer la défense, espérant probablement ne pas prendre une valise et conserver leurs chances de qualification avec, par exemple, une place de meilleur troisième. Pour les autres favoris, le Sénégal, face à une équipe du Botswana largement en dessous, a déroulé sans forcer un seul instant (3-0). Même son de cloche pour l'Algérie ce mercredi face au Soudan (3-0), ou encore la Tunisie face à l'Ouganda (3-1). Finalement, seule l'Égypte, qui a largement dominé sa rencontre, s'est fait peur en renversant le match à la dernière seconde sur un but de Mohamed

Salah (2-1). Pour le reste, comme la Côte d'Ivoire, le Nigeria ou la RDC, le job a été fait sans trop se mettre en difficulté.

Les grosses sélections assurent sauf... le Mali !

Autre enseignement de cette CAN 2025: si les conditions de jeu sont optimales avec des pelouses parfaites, et même si la pluie continue de s'abattre sur le Maroc, les stars des sélections répondent présentes. Et elles sont nombreuses à être attendues. La première : Brahim Diaz. L'attaquant du Real Madrid, qui joue peu en club et ne semble pas vraiment dans sa meilleure forme, devait répondre présent pour la CAN dans son pays, alors que ses récentes performances avec les Lions de l'Atlas étaient pointées du doigt.

C'est chose faite avec une première marquée par un but et un penalty obtenu lors du match d'ouverture. Du côté de l'Égypte, les Pharaons ont été sauvés par leurs deux stars offensives, Omar Marmoush et Mohamed Salah.

Le Sénégal, qui a renouvelé son attaque même si Sadio Mané est toujours là, a pu compter sur son ailier Iliman Ndiaye, toujours aussi percutant, mais aussi et surtout sur Nicolas Jackson, qui s'est offert un doublé face au Botswana. Au Nigeria, le Ballon d'Or africain 2024 Ademola Lookman a sauvé les siens d'une frappe sèche pour donner la victoire à son équipe, alors que la pépite ivoirienne de Manchester United, Amad Diallo, a délivré les siens. Une

nouvelle génération qui répond donc présente, tout comme certains anciens. Outre Sadio Mané au Sénégal, en Algérie, Riyad Mahrez, titulaire et capitaine face au Soudan, a montré qu'il était encore en jambes, débutant la compétition avec un doublé, un trophée d'homme du match et le titre de meilleur buteur de l'histoire de l'Algérie en CAN. En bref, cette année, toutes les conditions semblent réunies pour offrir l'une des CAN les plus compétitives de l'histoire. Et les conditions de jeu, qui réduisent aussi les exploits des petites sélections liés à des facteurs extérieurs, devraient permettre d'avoir de très grosses affiches dès les huitièmes de finale. On a hâte !

FOOTBALL/

Le Maroc impressionne l'Espagne et confirme l'ambition du Royaume pour la Coupe du Monde 2030

Dès le lancement de la Coupe d'Afrique des nations organisée au Maroc, les médias espagnols ont perçu l'événement comme bien plus qu'un simple tournoi continental. Pour nombre d'observateurs ibériques, cette CAN constitue un véritable test à grande échelle de la capacité du Royaume à accueillir des compétitions sportives majeures, en perspective de la Coupe du monde 2030.

Dans ses analyses, la presse espagnole souligne que ce qui se joue au Maroc dépasse le cadre du terrain. Organisation, infrastructures, logistique et mise en scène globale traduisent, selon elle, l'entrée du Royaume dans le cercle restreint des pays capables de répondre aux standards internationaux les plus exigeants. La CAN actuelle est ainsi décrite comme une "répétition générale" avant le rendez-vous planétaire de 2030.

Le site Telemadrid s'est particulièrement attardé sur la cérémonie d'ouverture, qualifiée de "spectaculaire". Le média évoque un show d'envergure mêlant prestations artistiques en direct, feux d'artifice et fresques humaines dans les tribunes. Une mise en scène qui, selon lui, illustre la volonté du Maroc de hisser le football africain à un niveau de présentation inédit.

Le choix du stade Prince Moulay Abdellah pour accueillir cette ouverture n'est pas passé inaperçu. Rempli de plus de 60 000 spectateurs, l'enceinte a offert une démonstration de sa capacité organisationnelle, renforçant son statut de sérieux candidat pour accueillir la finale de la Coupe du monde 2030.

De son côté, le quotidien El Español a mis l'accent sur la dimension stratégique des infrastructures sportives marocaines. Le journal rappelle que, sur les neuf stades

retenus pour la CAN, cinq figurent déjà dans le dispositif prévu pour le Mondial 2030. Une donnée qui illustre, selon lui, l'anticipation et la cohérence de la planification marocaine.

Le média souligne également le contraste avec l'Europe, occupée à rénover des enceintes historiques, tandis que le Maroc investit dans des infrastructures modernes, conçues dès l'origine selon des normes internationales. Ces investissements, estimés à plus de 1,86 milliard d'euros, participent à la construction d'un véritable écosystème sportif durable, positionnant le Royaume comme un acteur central des grands événements sportifs mondiaux.

La logistique marocaine est aussi saluée. El Español met en avant une stratégie progressive et maîtrisée : les stades de Rabat et de Tanger répondent déjà aux exigences de la FIFA durant la CAN, tandis que ceux de Marrakech, Agadir et Fès feront l'objet d'une seconde phase de modernisation après le tournoi, afin d'atteindre leur configuration finale pour 2030.

Plus incisive encore, la lecture du quotidien sportif AS. Le journal estime que cette édition marocaine de la CAN "ressemble davantage à un Championnat d'Europe qu'à une Coupe d'Afrique traditionnelle". AS insiste sur les conditions d'accueil, la



qualité des stades et la fluidité de l'organisation, qui offrent, selon lui, un confort rarement associé aux compétitions africaines.

Le média ajoute que la proximité géographique du Maroc avec l'Espagne et l'Europe, combinée à la modernité des infrastructures, confère à la compétition un caractère résolument contemporain. Cinq stades, dont celui du Prince Moulay Abdellah appelé à accueillir l'ouverture et la finale, sont d'ores et déjà intégrés au dispositif du Mondial 2030.

Enfin, Euronews Español abonde dans le même sens, considérant cette CAN comme une répétition officielle de haut niveau avant la Coupe du monde. La chaîne

met en avant l'ampleur du programme d'investissements engagé par le Maroc, qu'elle décrit comme l'un des plus ambitieux jamais entrepris en Afrique dans le domaine sportif.

Dans leur ensemble, ces analyses convergent vers un même constat : la CAN marocaine dépasse son statut de compétition continentale. Elle s'impose comme une vitrine stratégique, destinée à projeter l'image d'un Maroc moderne, structuré et crédible sur la scène sportive internationale. Une étape clé sur la route de 2030, où l'enjeu n'est plus seulement sportif, mais aussi symbolique, diplomatique et économique.



Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D. AGBODAN
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

DANS LES ZONES DE PRODUCTION CAFÉ-CACAO

Chefs traditionnels et producteurs aux bons soins

Late Pater

A travers le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC), le Président du conseil, Faure Gnassingbé, n'a pas oublié ce qui s'apparente à un engagement vis-à-vis des chefs traditionnels des zones de production de café et cacao. Cette fin d'année 2025, précisément le 18 décembre, c'est encore le secrétaire général du Comité, Enselme Gouthon, qui a apporté les cadeaux de fin d'année à ces gardiens des us et coutumes, toujours engagés. Leur rôle de soutien pour une meilleure rentabilité de la filière, sous plusieurs casquettes (garants des us et coutumes, producteurs, mobilisateurs, fédérateurs et organisateurs des acteurs de la filière café-cacao), le ministre de l'environnement, Dodzi Komla Kokoroko, également présent à la cérémonie, l'a bien redit : «*les producteurs sont les principaux acteurs et les chefs traditionnels jouent un rôle déterminant dans la cohésion sociale, la sécurisation du foncier, le respect des règles communautaires et l'adoption de bonnes pratiques agricoles*».

L'initiative mise en œuvre par le CCFCC et portée par le Président du conseil dans le cadre des actions d'accompagnement en faveur de la caféiculture et de la cacaoculture au Togo, avec l'appui des ministères du commerce et de l'agriculture, est annuelle. Et comme le 19 décembre 2024, le 30 décembre 2023 ou encore le 26 décembre 2022, toujours à Kpalimé, on profite pour échanger un peu autour de l'amélioration du



Remise des cadeaux aux chefs traditionnels...

cadre de production et des conditions de vie des producteurs, de la construction d'infrastructures marchandes et de transport, de l'amélioration, la préservation et le renforcement des relations avec les autres acteurs de la filière, des mécanismes de suivi en vue d'une gouvernance transparente dans la gestion de la filière, de la remobilisation des chefs traditionnels pour relever les défis et leur implication dans la lutte contre la contrebande pour continuer à assainir le terrain afin que les efforts conjugués produisent les résultats escomptés, du maintien de la qualité des produits du Togo à l'international, etc.

A la fin, le président du conseil des chefs traditionnels de Kloti, Togbui Dzédo V, a encore exprimé la reconnaissance des chefs traditionnels au Président du conseil et au CCFCC pour la grande marque d'attention.

De l'engrais spécifique café, au juste prix

Le 23 décembre 2025, le Comité de coordination pour les filières café et cacao est retourné à Kpalimé. Cette fois, 500 tonnes d'engrais spécifiques café (NPK

20-10-10) sont remis aux producteurs pour aider à renforcer la productivité caféière et améliorer les rendements. Pour le Comité, il s'agit de répondre aux besoins nutritionnels des plants et accompagner les producteurs à adopter de bonnes pratiques agricoles. L'engrais spécifique café NPK 20-10-10 est fabriqué et livré par l'entreprise Nutrisource Togo.

Cette opération d'acquisition d'engrais spécifique au café vient d'une collaboration entre les producteurs réunis au sein de la Fédération des unions de producteurs de café et cacao (FUPROCAT) et le CCFCC appuyé par le gouvernement. Du coup, le représentant du secrétaire général du CCFCC, Adden Ayi Koffi, le secrétaire administratif, confirme que l'utilisation des intrants adéquats (engrais spécifique café) est indispensable à l'amélioration de la productivité des caféiers, pour relever les défis d'approvisionnement, des mécanismes de subventions et de l'implication du secteur privé. Le président du Conseil d'administration de la FUPROCAT, Tabade Kao, lui, trouve dans cette initiative le symbole de la capacité à s'organiser, à

dialoguer et à avancer malgré les difficultés. Il ajoute : «*ces engrais représentent bien plus que de simples intrants agricoles ; ils constituent un message d'espoir adressé à chaque producteur, à chaque famille qui vit du café*». Pour le coût, le CCFCC insiste : l'engrais acquis et déposé dans les magasins de la FUPROCAT, dans toutes les préfectures de production de café et de cacao, n'est pas revendu avec une marge commerciale ; il est juste cédé aux producteurs au prix d'acquisition (18 000 francs Cfa le sac de 50 kg).

Des dispositions sont aussi prises pour la mise à disposition des



et la photo de famille devant les sacs d'engrais

engrais spécifiques cacao dès 2026.

A noter que ce sont les plans de développement des filières café et cacao (PDCC 2025-2030) qui ont

prescrit le doublement de la production nationale, ce qui exige des mesures d'accompagnement ou facilités. Le CCFCC s'y attèle.

SÉCURISATION DE LA PÉRIODE DES FÊTES DE FIN D'ANNÉES

L'opération « KÉLIGOU 2 » mise en branle

C'est depuis le 3 Décembre que les autorités ont remis en selle les forces de défense et de sécurité (forces de police et de gendarmerie militaires) dans la cadre de l'opération "KELIGOU 2". Mais l'information n'a été rendu publique que le 23 Décembre. « En effet, à l'approche des fêtes de fin d'année, période de réjouissance, de rassemblement familial et de forte mobilité des populations, le Gouvernement togolais a le devoir impérieux de garantir à chaque citoyen un environnement sûr, apaisé et propice à la célébration », affirme-t-on au ministère de la sécurité. On précise que l'opération sera déployée dans la capitale, Lomé, ainsi que dans l'ensemble des grandes villes et axes stratégiques de notre pays.

F. Woussou

Sous la coordination opérationnelle du colonel Essodong Kedewouli, commandant de KELIGOU 2, appuyé par les services de renseignement, les sapeurs-pompiers, la protection civile, autorités administratives et

comme privés et exposent les populations togolaises, en majorité jeunes, à des contenus et comportements contraires à la loi et aux bonnes mœurs. L'Etat doit donc veiller au grain.

Si aucune information n'a filtré sur le nombre d'éléments de force de l'ordre qui sera déployé sur le

de la police nationale », renseigne-t-on.

En rappel, au bilan de KELIGOU 1, 6 903 personnes ont été contrôlées, dont 151 ont été interpellées pour absence de pièces d'identité. De plus, 73 motos et 119 véhicules ont été contrôlés, dont 86 ont été envoyés en fourrière pour ex-



INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL

Annonce de l'hôtel DoubleTree by Hilton Lomé Airport

Late Pater

Par un communiqué, la société hôtelière mondiale de premier plan Hilton a annoncé, le 18 décembre 2025 à Johannesburg en Afrique du Sud, l'expansion de DoubleTree by Hilton, sa marque haut de gamme connue pour son hospitalité chaleureuse, avec la signature de trois nouvelles propriétés dans des destinations clés à travers l'Afrique du nord, de l'ouest et centrale : le Maroc, le Togo et la République du Congo. Ces signatures incluent les débuts de Hilton au Togo et soulignent l'engagement de Hilton à accroître son empreinte sur le continent, où la société hôtelière compte actuellement plus de 100 hôtels dans son pipeline. Le DoubleTree by Hilton est un portefeuille mondial en forte croissance de plus de 700 hôtels répartis dans 61 pays et territoires.

Débuts de Hilton au Togo, DoubleTree by Hilton Lomé Airport est développé en partenariat avec SODEXH SA. Stratégiquement situé en face de l'aéroport international de Lomé, l'hôtel sera la première propriété d'aéroport de marque internationale du pays, offrant des services haut de gamme et des ins-



DoubleTree by Hilton Lomé Airport

tallations de conférence aux voyageurs d'affaires. L'hôtel comprendra 165 chambres et suites, un restaurant signature, un café dans le hall, ainsi qu'une piscine extérieure, un spa et une salle de sport. Les espaces de réunion flexibles comprennent une salle de bal et trois salles de réunion, conçues pour répondre aux voyageurs d'affaires et aux clients de transit avec un accès facile aux centres commerciaux et culturels de la ville.

«*Les principaux centres d'affaires africains, le riche patrimoine culturel et les paysages spectaculaires continuent de présenter des opportunités de croissance passionnantes. Nous sommes ravis d'éten-*

dre notre empreinte avec trois nouvelles propriétés DoubleTree by Hilton, qui rejoindront le portefeuille croissant de Hilton en Afrique, car nous prévoyons de tripler notre présence sur le continent dans les années à venir. Ces signatures reflètent notre engagement à soutenir le secteur de l'hôtellerie en Afrique – avec des équipes de développement local dédiées sur le terrain et une expertise approfondie sur ces marchés, nous sommes bien placés pour créer de la valeur à long terme pour nos partenaires et offrir des séjours de classe mondiale à nos clients», a déclaré Carlos Khneisser, directeur du développement, Middle East & Africa, Hilton.

collectivités locales, il s'agit pour le gouvernement d'anticiper les menaces, de prévenir les actes criminels, de dissuader toute tentative de trouble à l'ordre public et d'intervenir rapidement et efficacement en cas de besoin.

En effet, ces dernières années, le Togo fait face à des préoccupations liées à la montée des menaces transnationales, l'extrémisme violent, la criminalité transnationale organisée, ajoutés aux actes de grand banditisme, de braquages, de cambriolages de domiciles et de vols à mains armées et des trafics en tous genres sans oublier la délinquance routière qui continue de causer des pertes en vies humaines et des dégâts importants. Aussi, les effets pervers des progrès technologiques et de l'amélioration du taux d'accès à l'internet menacent gravement les systèmes informatiques publics

terrain lors de KELIGOU 2 (ils étaient 5590 agents des forces de l'ordre mobilisés pour KELIGOU 1), d'importants moyens sont mobilisés pour l'accompagnement opérationnel sur toute l'étendue du territoire : 983 motos contre 238 motos pour KELIGOU 1, 243 véhicules légers et 62 camions contre 162 véhicules pour KELIGOU 1. Quant aux moyens de communication, leur nombre augmente pour atteindre 146 Talkie-Walkie Motorola (150 lors de KELIGOU 1) qui utiliseront le réseau 4G Redell et 46 utiliseront le VHF. «*Ils servent aussi à renforcer également les capacités opérationnelles des unités de terrain de la police et de la gendarmerie nationales à savoir les Commissariats de police, les brigades et escadrons de gendarmerie, les brigades anticriminalité de la police nationale, les directions des secteurs*

cès de taille. L'opération a également permis de saisir du carburant frelaté et des armes, dont 2 armes artisanales et 20 armes blanches. Deux présumés braqueurs en fuite ont été arrêtés à Kévé, dans la préfecture de l'Avé, suite à leurs activités criminelles. Gageons du même succès cette année pour le plus grand bien des populations.

Il est à ajouter que dans la capitale, les maires des communes du Grand Lomé, le Gouverneur du District autonome du Grand Lomé, ainsi que les préfets du Golfe et d'Agoè-Nyivé ont été conviés à renforcer la coordination avec les autorités centrales et le commandement de KELIGOU 2, en cette période festive, marquée par une forte affluence, des réjouissances populaires et une intensification des activités socio-économiques.

SANTÉ / TROUBLES MENTAUX

Une personne sur huit dans le monde présente au moins une maladie de la santé mentale

(suite de la page 2)

Schizophrénie

La schizophrénie touche environ 24 millions de personnes – soit une sur 300 – dans le monde (1). Les personnes qui en sont atteintes ont une espérance de vie de 10 à 20 ans inférieure à celle de la population générale (4). La schizophrénie se caractérise par une distorsion notable de la perception et par des altérations du comportement. Les symptômes sont notamment les suivants : idées délirantes récurrentes, hallucinations, pensée désorganisée, comportement très désorganisé ou agitation extrême. Les personnes atteintes de schizophrénie peuvent éprouver des difficultés cognitives persistantes. Il existe toutefois des options de traitement efficaces, telles que les traitements médicamenteux, la psychoéducation, les interventions en milieu familial et la réadaptation psychosociale.

Troubles de l'alimentation

En 2019, 14 millions de personnes présentaient un trouble de l'alimentation, dont presque 3 millions d'enfants et d'adolescents (1). Les troubles de l'alimentation, tels que l'anorexie mentale et la boulimie nerveuse, se caractérisent par un comportement alimentaire anormal et une préoccupation excessive pour la nourriture, qui s'accompagnent de vives inquiétudes concernant le poids et la forme du corps. Les symptômes ou comportements entraînent un risque pour la santé voire des effets très néfastes sur la santé, un grand sentiment de détresse ou encore des déficiences fonctionnelles majeures. L'anorexie mentale apparaît souvent pendant l'adolescence ou au début de l'âge



adulte et est associée à une mort prématurée, due à des complications médicales ou au suicide. Les personnes boulimiques sont exposées à un risque significativement accru d'usage de substances, de suicide et de complications médicales. Il existe des traitements efficaces, notamment des traitements centrés sur la famille et des thérapies cognitives.

Comportements perturbateurs dyssociaux

En 2019, 40 millions de personnes, y compris des enfants et des adolescents, présentaient un trouble dyssocial du comportement (1). Ce trouble, aussi connu sous le nom de trouble des conduites, constitue l'un des deux troubles dyssociaux, le second étant le trouble oppositionnel avec provocation. Les comportements perturbateurs dyssociaux se caractérisent par des problèmes de comportement récurrents, tels que des actes de provocation ou de désobéissance incessants ou des comportements qui violent systématiquement les droits fondamentaux d'autrui ou les principales normes, règles ou lois de nature sociale applicables à l'âge de l'individu. Ces troubles apparaissent généralement pendant l'enfance, mais pas toujours. Il existe des traitements

psychologiques efficaces, qui font souvent intervenir les parents, les aidants et les enseignants et qui intègrent l'acquisition d'aptitudes cognitives à la résolution des problèmes ou de compétences sociales.

Troubles neurodéveloppementaux

Les troubles neurodéveloppementaux sont des troubles comportementaux et cognitifs qui surviennent au cours du développement et entraînent alors des difficultés importantes dans l'acquisition et l'exécution de fonctions intellectuelles, motrices, langagières ou sociales spécifiques. Parmi les troubles neurodéveloppementaux figurent le trouble du développement intellectuel, le trouble du spectre de l'autisme et le trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDA/H). Ce dernier se caractérise par un schéma persistant d'inattention et/ou d'hyperactivité-impulsivité qui a des effets négatifs directs sur le fonctionnement en milieu scolaire, professionnel ou social. Le trouble du développement intellectuel se manifeste par un fonctionnement intellectuel et un comportement adaptatif sévèrement limités, c'est-à-dire des difficultés à acquérir les aptitudes théoriques, sociales et

pratiques nécessaires à la vie quotidienne. Le trouble du spectre de l'autisme regroupe un ensemble d'affections qui se caractérisent par un certain degré d'altération de la communication sociale et des interactions sociales réciproques, ainsi que par des modes de comportements, intérêts ou activités qui sont systématiquement limités, répétitifs et rigides.

Des options de traitement efficaces existent, notamment les interventions psychosociales, les interventions comportementales, l'ergothérapie et l'orthophonie. Pour certains diagnostics et certaines tranches d'âge, des traitements médicamenteux peuvent aussi être envisagés.

Qui risque de développer un trouble mental ?

À tout moment, différents facteurs individuels, familiaux, communautaires et structurels peuvent se combiner pour former un ensemble qui protège ou, au contraire, compromet la santé mentale. Si la plupart des personnes sont résilientes, celles qui sont exposées à des conditions difficiles – y compris la pauvreté, la violence, le handicap et les inégalités – sont plus vulnérables. Parmi les facteurs de protection et de risque figurent les facteurs psychologiques et biologiques propres à chacun, tels que les compétences émotionnelles et la génétique. Les changements intervenant dans la structure et/ou le fonctionnement du cerveau ont une influence sur de nombreux facteurs de protection et de risque.

Systèmes de santé et soutien social

Les systèmes de santé ne répondent pas encore de manière adéquate aux besoins des personnes qui présentent des



troubles mentaux et font face à un manque criant de ressources. Partout dans le monde, il existe un écart béant entre l'offre de traitements et les besoins thérapeutiques. Qui plus est, les traitements administrés sont souvent de mauvaise qualité. Par exemple, seulement 29 % des personnes présentant une psychose (5) et un tiers des personnes atteintes de dépression reçoivent des soins de santé mentale structurés (6).

Par ailleurs, les individus qui vivent avec un trouble mental ont besoin d'un soutien social, notamment pour nouer et entretenir des relations personnelles, familiales et sociales. Ils peuvent aussi avoir besoin d'aide pour suivre une formation, trouver un emploi et un logement, et prendre part à d'autres activités intéressantes.

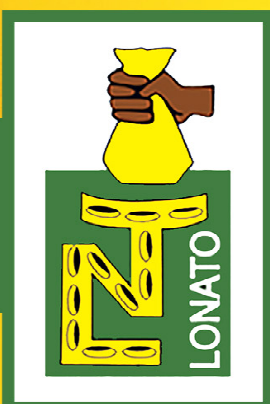
Action de l'OMS

Dans son Plan d'action global pour la santé mentale 2013-2030, l'OMS reconnaît le rôle essentiel que joue la santé mentale à l'égard de l'objectif de la santé pour tous. Ce plan comporte quatre grands objectifs :
· renforcer le leadership et la gouvernance dans le domaine de la santé mentale ;
· fournir des services de santé mentale et d'aide sociale complets,

intégrés et adaptés aux besoins dans un cadre communautaire ;
· mettre en œuvre des stratégies de promotion et de prévention dans le domaine de la santé mentale ; et
· renforcer les systèmes d'information, les bases factuelles et la recherche dans le domaine de la santé mentale.

Le Programme d'action Combler les lacunes en santé mentale (mhGAP) s'appuie sur des orientations, outils et supports de formation fondés sur des données factuelles pour développer les services dans les pays, en particulier ceux dont les ressources sont limitées. Il se concentre sur un ensemble prioritaire d'affections, orientant le renforcement des capacités vers les prestataires de soins non spécialisés dans le cadre d'une approche intégrée en faveur de la santé mentale à tous les niveaux des soins. La version 2.0 du Guide d'intervention mhGAP de l'OMS, qui fait partie de ce programme, contient des orientations sur l'évaluation et la prise en charge des troubles mentaux à l'intention des médecins, du personnel infirmier et des professionnels de santé travaillant dans des contextes sanitaires non spécialisés.

DATES	RÉSULTATS			
MARDI 23 - 12 - 2025	<p>MARDI : 23 / 12 / 2025 TIRAGE N° 463 09H00</p> <p>5 numéros : 76 80 04 08 09</p> <p>5 numéros : 23 17 86 40 16</p>	<p>MARDI : 23 / 12 / 2025 TIRAGE N° 130 13H00</p> <p>5 numéros : 10 23 33 88 52</p>	<p>MARDI : 23 / 12 / 2025 TIRAGE N° 130 18H00</p> <p>5 numéros : 51 83 32 79 60</p>	
MERCREDI 24 - 12 - 2025	<p>MERCREDI : 24 / 12 / 2025 TIRAGE N° 464 09H00</p> <p>5 numéros : 47 89 78 71 51</p> <p>5 numéros : 54 68 49 66 72</p>	<p>MERCREDI : 24 / 12 / 2025 TIRAGE N° 1823 13H00</p> <p>5 numéros : 53 85 48 86 08</p>	<p>MERCREDI : 24 / 12 / 2025 TIRAGE N° 130 18H00</p> <p>5 numéros : 54 73 52 25 16</p>	
GROS LOTS DU TIRAGE LOTO BOOM NUMÉRO 130 DU 23 DECEMBRE 2025	GROS LOTS DU TIRAGE NUMÉRO 130 DE LOTO CASH DU 23 DECEMBRE 2025	GROS LOTS DU TIRAGE LOTO MATINAL NUMÉRO 463 DU 23 DECEMBRE 2025		GROS LOTS DU TIRAGE LOTO PRESTIGE NUMÉRO 130 DU 24 DECEMBRE 2025
@ ANÉHO # Point de vente 70425 * Un gros lot (01) de 2.000.000 FCFA	@ MANGO # Point de vente 10531 * Un (01) gros lot de 1.000.000 FCFA	@ LOME # Point de vente 30043, 30426 * Deux gros lots (02) de 2.500.000 FCFA @ SOTOUBOUA # Point de vente 10332 * Un gros lot (01) de 2.000.000 FCFA	@ BADOU # Point de vente 20147 * Sept gros lots (07) d'un montant total de 10.020.000 FCFA @ ANÉHO # Point de vente 70438 * Un gros lot (01) de 1.250.000 FCFA	@ LOMÉ # Point de vente 90054 * Quatre gros lots d'un montant total de 8.750.000 FCFA # Point de vente 70731 * Trois gros lots d'un montant total de 7. 500.000 FCFA # Point de vente 70230 * Un gros lot de 2.750.000 FCFA # Point de vente 50544 * Un gros lot de 1.500.000 FCFA # Point de vente 70026 et 60646 * Deux gros lots de 1.250.000 FCFA # Point de vente 30426 * Un gros lot de 1.000.000 FCFA @ DAPAONG # Point de vente 10147 * Un gros gros lot (01) de 1.608.000 FCFA



TOUS LES
SAMEDIS **13H**



**LOTO
Sam**



NUMÉRO VERT **8600**

f LonatoLoto590

www.lonato.tg